

**INTERVENTION DE JEAN-YVES LE DRIAN**  
**MINISTRE DE LA DEFENSE**  
**PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE**  
**Session 27-28-29 juin 2012**

Mes cher(e)s collègues,

On peut dire que c'est une session peu ordinaire que j'ouvre à cet instant. Depuis notre dernière réunion de février qui fut consacrée au budget, événements et élections se sont accumulés : un nouveau Président de la République, François Hollande, un nouveau Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, un nouveau gouvernement dont j'ai l'honneur de faire partie et depuis quelques jours, une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale.

Ce bouleversement touche directement le Conseil régional de Bretagne. Deux d'entre nous ont été appelés à des responsabilités gouvernementales : Marylise Lebranchu, Ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction Publique, et moi-même, Ministre de la Défense. Plusieurs ont été élus ou réélus à l'Assemblée Nationale : Richard Ferrand, Jean-Pierre le Roch, Corinne Erhel, Marylise Lebranchu qui sera suppléée au parlement par Gwenegan Bui (député du Finistère). Enfin, Isabelle Thomas est désormais députée européenne. Je tiens à les féliciter. Ces changements vont évidemment avoir des répercussions importantes sur l'organisation du Conseil régional, mais s'ils nous honorent et nous motivent, avant toute chose, ils nous engagent.

Ils nous engagent d'abord à l'égard des Bretonnes et des Bretons qui ont élargi la confiance qu'ils nous avaient déjà donnée en 2010 et à laquelle nous devons en permanence rester fidèles. Ils nous engagent à l'égard du Président de la République qui a fixé des orientations et des principes devant les Français : nous devons les respecter et les mettre en œuvre... et c'est déjà commencé.

La Bretagne doit prendre toute sa place dans cette nouvelle phase politique. D'abord parce que les objectifs fixés par le Président de la République la concernent.

Ainsi, pour le nécessaire redressement productif du pays : dans un contexte de crise très difficile, l'objectif de la reconquête industrielle doit mobiliser toutes les énergies, c'est là que nous trouverons demain la croissance et l'emploi. La 5<sup>ème</sup> région industrielle de France doit être à ce rendez-vous. La crise de DOUX est le symptôme des défis qui nous attendent : il faut anticiper les difficultés, structurer les filières, insuffler l'innovation, mettre le capital au service du développement et non l'inverse. La mise en

œuvre de la Banque Publique d'Investissement et sa traduction régionale nous mobilisera particulièrement. Pour ce qui concerne DOUX , je tiens à rappeler qu'il y avait une alternative au dépôt de bilan qui malheureusement n'a pas été retenue et que, dans l'instant, tous les moyens sont mobilisés pour qu'une solution globale et sécurisée soit validée. Il en va de l'avenir de plusieurs milliers de salariés et d'élèves. C'est aussi l'existence même d'une filière avicole bretonne qui ne doit pas être victime d'une imprévoyance pour le moins regrettable. C'est par ailleurs une question d'aménagement du territoire qui touche en particulier l'Ouest de notre Région.

Nous sommes aussi directement impliqués par les quatre autres objectifs que s'est fixé le gouvernement : poursuivre l'effort éducatif, mettre en œuvre une refonte fiscale juste, porter la transition énergétique et promouvoir une nouvelle décentralisation. Sur tous ces sujets, la parole, la force, la capacité d'innovation et d'expérimentation de la Bretagne doivent se faire entendre. Notre singularité dynamique doit être à ce rendez-vous. J'y veillerai avec d'autres ici, mais je souhaite que ce soit notre assemblée, le Conseil régional de Bretagne, qui puisse y contribuer par sa capacité d'initiatives. Il devra en prendre les moyens.

Jamais, en effet, autant de circonstances favorables n'ont été réunies et en particulier pour faire avancer la décentralisation, ce qui est une de mes convictions profondes. L'enjeu véritable tient en une magnifique formule : « *la France a eu besoin d'un pouvoir fort pour se faire. Elle a aujourd'hui besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire* ». Jamais cette affirmation de François Mitterrand en juillet 1981 pour présenter sa vision de la République n'a jamais été plus forte et plus vraie qu'aujourd'hui où le risque d'une France, qui pourrait se défaire, est si grand, si palpable, si nettement intériorisé par nos concitoyens...

Alors il reste à les convaincre que la décentralisation n'est pas l'affaire réservée des élus, mais qu'elle est bien la nôtre à tous, l'affaire de la France, de son avenir et de sa démocratie.

Il reste à les convaincre qu'au moment où pointe le doute sur l'efficacité de l'action publique, avec la désespérante impression que tout a déjà été essayé sans succès, la République des territoires, elle, n'a pas été tentée en France.

Loin d'être une quelconque menace pour la République, la décentralisation est une chance pour la République. Ce qui la mine, c'est l'éloignement des lieux de décision, c'est la concentration parisienne, c'est l'impression que l'avis et la vie des territoires ne sont plus pris en compte. Par le développement au niveau local de nouvelles formes de participation, par l'invention d'un nouveau pacte démocratique, la décentralisation est une avancée pour la République.

Loin d'être un risque pour l'égalité, la décentralisation en est au contraire l'un de ses vecteurs. Comment croire, comme au temps du Premier consul, qu'une application réglementaire égalitaire à des territoires aux potentiels et vocations si divers serait juste ? Une décentralisation laissant

place à la différenciation selon les caractères des territoires, confortée par une péréquation volontariste est une garantie d'égalité des chances

Loin d'être un poids pour la performance de notre économie, la décentralisation peut être, demain, le cadre d'une créativité nouvelle de nos territoires. Qui ne voit la corrélation entre le centralisme français et la cruelle faiblesse des entreprises de taille moyenne dans notre pays ? Qui ne voit, par ailleurs, la corrélation inverse entre le fédéralisme allemand et la puissance de son tissu industriel ? Il est temps de permettre une mobilisation optimale des richesses des territoires sur les territoires. Il est temps de développer dans nos régions de véritables écosystèmes alliant démocratie sociale, ancrage des capitaux, valorisation de la recherche...

Loin d'être un boulet pour les finances publiques, enfin, une décentralisation approfondie et clarifiée sera facteur d'efficacité de l'action et de transparence quant à la dépense publique. Oui, la démocratie locale implique aussi le contrôle de l'affectation de l'argent public par les citoyens. Les collectivités y sont prêtes !

Construire la République des territoires comme nouvel acte de la décentralisation est une grande ambition. Je le dis ici une dernière fois comme Président de Région. Mais je sais que la ministre Marylise Lebranchu partage tout à fait ce point de vue.

Décentraliser, c'est d'abord réformer l'Etat qui doit être conforté dans ses missions régaliennes, d'éducation, de justice, de sécurité, de garant du cadre normatif national, de l'équité territoriale et de l'évaluation des politiques publiques.

Décentraliser, c'est régionaliser la France, c'est reconnaître la Région comme une collectivité intermédiaire, au statut particulier, ayant une vocation stratégique partagée avec l'Etat, sur le terrain. L'enjeu est celui de la mise en cohérence des politiques publiques à l'échelle locale, de la conduite des stratégies territoriales de long terme, de l'animation démocratique locale.

Je souhaite que la Bretagne soit le creuset de cette nouvelle ambition pour notre pays, qu'elle soit en permanence la vigie de cette exigence.

J'imagine que l'on pourrait interpréter ce plaidoyer comme une sorte de testament ; mais comme je ne suis pas pressé par une exécution testamentaire, je voudrais que vous le considériez comme la matrice de mon action politique, hier, aujourd'hui, et aussi demain, car si je vais me mettre en congé de la Présidence de la Région, je ne vais pas me mettre en congé de la Bretagne !

Comme vous le savez, jeudi dernier j'ai été reconduit dans mes fonctions de Ministre de la Défense. Derrière l'honneur qui m'est fait, que je prends comme une marque de confiance du Président de la République et du

Premier Ministre, je pense à la gravité de la tâche qui m'attend. Les défis internationaux, les instabilités dramatiques de certaines régions du monde, le contexte budgétaire qui est le nôtre placent la Défense nationale au centre de nombreux enjeux, et la conduite de ce ministère réclame, plus que jamais, de s'y consacrer pleinement.

Comme l'ensemble de mes collègues, j'ai signé la charte de déontologie du Gouvernement dans laquelle nous nous engageons, notamment, à ne pas cumuler de mandats. Cet engagement formel n'est que le reflet d'une conviction personnelle profonde. C'est la même conviction qui m'avait décidé à laisser mon mandat de député lorsque j'avais été élu à la tête de cette Assemblée.

Dans les jours qui viennent, pour ces deux raisons, je démissionnerai donc de mon poste de Président de la Région.

Depuis mars 2004, j'ai eu l'honneur et le plaisir de présider 48 séances de cette Assemblée. Dans cet hémicycle, il y a eu des débats décisifs, toujours dans le respect des sensibilités des uns et des autres. Il y a beaucoup d'échanges, souvent riches, parfois vifs, mais toujours respectueux des femmes et des hommes qui siègent ici. Nous avons trouvé un consensus sur beaucoup de sujets structurants pour notre région. Nous avons fait de notre volonté collective, de notre fierté identitaire, de notre appartenance bretonne ouverte notre marque de fabrique, notre marque de Bretagne. Elles sont la clé de nos plus beaux succès, comme de ceux qui sont encore à venir.

A cet instant, je voudrais remercier les membres de l'exécutif pour leur engagement au service de la Bretagne, leur cohésion et leur compétence. Saluer la majorité régionale dans sa diversité et dans son unité, tout en étant vigilante et exigeante, ce qui est normal. Elle n'a jamais manqué à l'exécutif et je la remercie. Saluer les autres groupes dans leur diversité oppositionnelle ou dans leur opposition graduée. Ils tiennent toute leur place dans la démocratie régionale et c'est bien ainsi. Aux uns et aux autres, je souhaite bon travail et bon vent jusqu'à la fin de votre mandat.

Je tiens à dire à Gilles Ricono, DGS, mon collaborateur le plus proche depuis 8 ans, combien j'apprécie son talent, sa force de travail et son amitié. Il sait que cette complicité ne s'arrêtera pas le 10 juillet. Il en va de même pour Yvan le Mével qui assure avec patience, doigté et écoute, le rôle discret de directeur de cabinet. Je voudrais que vous transmettiez à vos équipes, à tous les agents de la région, ma considération pour leur travail au service de la Bretagne et que vous leur indiquiez que je les rencontrerai pour un salut amical à la rentrée.

Vous l'imaginez bien, m'asseoir à cette place fut pour moi un moment fort mélange d'itinéraire personnel et d'accomplissement collectif, le quitter est un moment d'émotion tant mon attachement à la Bretagne est, si j'ose dire, viscéral.

Mais ce n'est pas une rupture... Evidemment, mes fonctions sont bien différentes de toutes celles que j'ai occupées jusqu'à présent. Mais ces premières semaines m'ont bien montré que plus je parcourais le monde -car

l'agenda international a été très chargé- plus j'avais besoin de la Bretagne, qui est mon seul port d'attache, la seule terre où je peux me ressourcer, à distance des contextes éprouvants dans lesquels prennent souvent place les actions du ministère de la Défense. Je suis né ici, c'est ici que je me sens bien, j'aurai besoin toutes les semaines du contact avec la mer et avec les gens de Bretagne. La Bretagne m'a fait et je ferai toujours le choix de la Bretagne, et c'est d'abord aux Bretons que je dois l'honneur que m'a fait le Président de la République. C'est pourquoi je vois aussi cette nouvelle fonction comme une autre manière d'être utile à notre région. Autant vous dire donc que je ne serai jamais bien loin ! Et si je prends congé de la Présidence de cette assemblée, je reste conseiller régional et plus que jamais citoyen breton.

Dans quelques jours, le 10 juillet, l'Assemblée aura donc à se choisir un nouveau Président.

Il lui reviendra de prendre en charge le respect des engagements tenus devant les Bretons, la nécessaire alchimie entre la gestion du quotidien, qui est parfois compliquée, et la vision qu'il faut pour l'avenir. Je pense notamment au chantier de Bretagne 2030.

Il ne sera pas un Président de substitution, mais un Président de plein exercice et il aura toute ma confiance et j'en suis convaincu, la vôtre.

Soyez certains que je porterai moi aussi, au plus haut niveau, notre volonté collective d'être une terre d'avant-garde, une terre d'innovation, une terre d'expérimentation, une terre de solidarité, pour faire de notre région le symbole de ce que la décentralisation a de plus important à nous offrir : agir au plus près des citoyens, à leur service, prendre des décisions dans l'intérêt général, surtout redonner du sens à l'engagement et l'action politiques, pour que vivent, dans tous nos pays de Bretagne, le débat démocratique et la force du redressement !

En 2004, que celles et ceux qui étaient présents s'en rappellent, j'avais dit « Bretagne, nous te ferons ».

Aujourd'hui, devant cette nouvelle perspective politique, j'ai envie d'ajouter : « Bretagne nous t'affirmerons ».

Bevet Breizh. Kenavo.